

Maghreb Canada Express

Édition Numérique
MOIS D'OCTOBRE 2024

Pour nous joindre, Téléphone : (+1) 514-576-9067, Courriel : contact@elfouladi.com

© Les Éditions Maghreb Canada



DURCISSEMENT DES POLITIQUES MIGRATOIRES EUROPÉENNES

Vers une migration à rebours pour l'Afrique ?

(Pages 2-3)



Photo : Wikimedia Commons

À LIRE ÉGALEMENT DANS CE NUMÉRO

- * Maroc : La colère des Marocains contre Akhenouch (Page 4)
- * Sport et politique : Le soutien de Ziyech pour la Palestine (Page 6)
- * Le Salon ALL IN expose les avancées de L'IA. Les pays du Sud brillent par leur absence (Page 7)

YouTube @MCE_NET

Visitez notre Chaîne YouTube

Maghreb Canada Express
صوت المغرب وكندا

Mensuel publié au Canada depuis 2003
Distribution à Montréal et Paris
ainsi que dans la ville de Jeddah

@MCE_NET

© Les Éditions Maghreb Canada

DURCISSEMENT DES POLITIQUES MIGRATOIRES EUROPÉENNES

Vers une migration à rebours pour l'Afrique ?



Par BELHALOUMI Abdelrhani

La richesse et la diversification de l'immigration en Afrique n'ont jamais été mises à l'honneur. En Europe, par contre, en raison de la philosophie libérale, on a confondu l'égalité morale et l'égalité concrète. D'où le durcissement et la dégradation des politiques migratoires. Et c'est ainsi que naquit une idée.

Une idée qui consiste à organiser un départ collectif de l'Europe, de millions de personnes*, de différentes nationalités et de profils différents, vers un pays africain qui reste à déterminer, a fait son chemin, malgré ses détracteurs. Elle a même exercé un certain pouvoir d'attraction sur des étrangers nés en Europe et des Européens.

Cette idée ou ce phénomène discret est non quantifiable et est en expansion. Cette idée, si elle se réalise, pourrait bouleverser l'architecture de l'Europe. Pourtant, paradoxalement, un afflux record de migrants continue vers l'île de Lampedusa, Sebta, ou encore vers la Grande, ces traversées en small boat, avec son lot de naufrages dans la Manche. Et ce, malgré la mesure de Boris Johnson de les renvoyer au Rwanda (abrogée par le gouvernement actuel).

Ces migrants, en quête d'eldorado de « la souffrance », de la stigmatisation, des éloignements forcés et de la misère, sont accueillis par un durcissement sans précédent de la législation, sous la pression de l'extrême droite. A commencer par l'Italie, où les recettes dures de Giorgia Melloni ont fait baisser les flux.

Puis, Au Pays-Bas, le gouvernement demande une loi d'urgence et une dérogation aux règles de l'UE sur l'asile. L'Autriche où l'extrême droite a fraîchement (ce septembre 2024) remporté une victoire historique, tout comme Chypre, pense expulser des Syriens chez eux. L'Allemagne, après avoir expulsé quelques Afghans vers leur pays, a tout simplement rétabli le contrôle à ses frontières. Une politique qui peut avoir une incidence sur les règles de l'Espace Schengen. L'Allemagne, confrontée à une pénurie de main-d'œuvre a aussi conclu des accords de migration avec le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, l'Inde, la

Géorgie, la Moldavie, les Philippines et le Kenya pour attirer du personnel qualifié.

La Hongrie, condamnée par la Cour européenne de Justice à payer 200 millions d'euros pour « violation sans précédent et exceptionnellement grave du droit de l'UE » pour avoir imposé des restrictions au droit de l'asile, a tenté récemment de convoier en bus des migrants vers Bruxelles. Le porte parole du gouvernement hongrois a même tenu, à Röske, une conférence de presse en étant face à plusieurs bus. La Commission européenne habilitée à retirer les 200M€ des fonds européens destinés à la Hongrie, s'est opposée à son geste. La Commission européenne en a profité pour rappeler les valeurs de l'UE.

La Suède non plus, ne veut plus de migrants sur son sol, fini le modèle scandinave. Elle propose une aide au retour. Le Danemark s'est doté de 42 lois restreignant l'entrée au Danemark et facilitant l'expulsion des migrants chez eux ou au Rwanda. La police danoise peut même confisquer les biens d'un demandeur d'asile arrivé sur son sol. L'asile y est réévalué chaque année. Et donc, même si l'UE a approuvé 'le pacte migration-asile', des difficultés subsistent encore. Elle a, d'ailleurs, offert une aide financière à l'Egypte, au Liban et la Tunisie en échange d'un contrôle de la migration. Et le débat risque d'être chaud lors de du Sommet européen

de la mi-octobre à ce sujet.

La Pologne veut mettre fin aux allocations sociales pour les 300 mille hommes ukrainiens sur son sol, et elle estime qu'ils ont le devoir de retourner chez eux combattre. En Finlande, avec le succès du parti des 'Vrais finlandais' dont un ministre est soupçonné d'appartenir à l'ultra droite, les choses se compliquent pour les migrants.

En France, par contre, on peut distinguer :

- les migrants installés en toute légalité et qui font face à des difficultés, tels que les médecins diplômés dans les pays du Maghreb (PADHUE**). Ils ont un statut précaire de stagiaire associé et peuvent accéder à l'équivalence des diplômes après plusieurs années de procédures administratives, et n'ont pas le droit de s'inscrire à l'ordre des médecins, ni signer un certificat de décès. « les Maghrébins n'ont pas leur place dans les hauts lieux » a déclaré un député de l'Yonne, écarté du RN.

Quant à la loi promulguée le 26 janvier 2024 pour contrôler l'immigration et améliorer l'intégration, elle a apporté du neuf. Afin de répondre aux besoins de recrutement dans les hôpitaux, une nouvelle carte de séjour pluriannuelle « talent-profession médicale et de la pharmacie » de 4 ans a été ini-

Lire la suite; page : 3



Au Service de nos Communautés depuis 2003

Un Grand Merci à vous tous pour votre soutien et vos encouragements !

Maghreb Canada Express
صوت المغرب وكندا

Mensuel publié au Canada depuis 2003
Distribution à Montréal et Région
ainsi que dans la ville de Sherbrooke

© Les Éditions Maghreb Canada





DURCISSEMENT DES POLITIQUES MIGRATOIRES EUROPÉENNES

Vers une migration à rebours pour l'Afrique ? (suite de la page 2)

tiée.

Car, quand une idéologie crée un climat anxiogène face à l'immigration, que ça soit l'immigration européenne en Afrique ou africaine en Europe, en opposant les uns aux autres, ça sape la cohésion sociale et le vivre ensemble qui est la

base de la stabilité des pays .

- Puis, il y'a l'émigration fiscale et patrimoniale de Français vers d'autres pays européens.

- Et finalement, l'émigration de Français issus de l'immigration, surdiplômés, surqualifiés, désabu-

sés, désenchantés, qui disent fuir le racisme, la discrimination, et en raison d'un plafond de verre de préjugés. Un phénomène révélateur d'un malaise ambiant, d'insécurité et de non-appartenance de ces descendants des Tirailleurs maghrébins et sénégalais ayant combattu pour la liberté de l'Europe.

Ils quittent la France pour la Grande Bretagne, les pays du Golfe ou le Canada. Des pays aux aguets saisissant des opportunités rares. D'ailleurs, l'ouvrage la France, tu l'aimes mais tu la quittes, ausculte ce mal-être. Et ce serait bien que la classe politique des pays d'origine de ces jeunes se penche sur le problème.

Car, ce qui est problématique, ce n'est surtout pas l'immigration, mais plutôt les courants idéologiques extrémistes qui sont un mal et une menace pour l'Europe et la démocratie.

NOTES

* Une certaine idée certaine. Pas de coordination entre ces personnes ni leur nombre exact, mais l'idée de propage. On parle de 10 millions de personnes. Si elle se transforme en vrai projet, une simple projection peut nous donner l'ampleur de richesses et de patrimoine et son impact positif sur le pays choisi.

** Pharmaciens, praticiens, diplômés hors Union européenne.

© Une production

**LES ÉDITIONS
MAGHREB CANADA**

"D'un Continent à l'autre"

1485, rue des Roses
Sherbrooke (Qc) J1E 4J2
Canada.

ISSN 1708-8674

DÉPÔT LÉGAL: 2550843

**Directeur de Publication
et Rédacteur en Chef**

**Abderrahman EL FOULADI
INFORMATION / PUBLICITÉ**

Tél : 514-576-9067

Courriel : contact@elfouladi.com

CHRONIQUEURS

Mustapha Bouhaddar, Écrivain
(France)

Abderrazaq Mihamou
(Maroc)

Pr. Moha Ennaji
(Maroc)

Ahcene Tahraoui, Journaliste,
(Canada)

IMPRESSION

Hebdo Litho, Saint-Léonard
(Montréal, Québec)

**MAGHREB CANADA
EXPRESS (MCE)** est un mensuel édité et distribué au Canada depuis le 1^{er} Juillet 2003. Les éditions papier et (ou) numérique sont offertes gratuitement. Si le journal est imprimé, il est distribué dans les commerces ainsi que dans des lieux publics à Montréal, Brossard, Laval et dans la ville de Sherbrooke, et ce, depuis sa création.

VENIR AU CANADA
services et conseils en Immigration

Recruteur International (Etudiants Etrangers)
Permis d'Etudes et Prolongation
Permis de Travail et Prolongation
Parrainage des Epoux, Conjointes des faits
Visa Visiteurs (Touristes, Parents...)
Citoyenneté et Carte de Résident Permanent
Lettre d'invitation

www.veniraucanada.net

Cabinet de Consultants Réglementés
en Immigration Canadienne **CRIC R 514104**

Membre de Registre Québécois
Des Consultants en Immigration: **11708**

Commissaire à l'assestement pour
le Québec et extérieur Québec **N 213745**

Driss NADIR
Consultant Réglementé En
Immigration Canadienne (CRIC)

+1 514-660-8027
+1 514-660-3800

www.veniraucanada.net
info@veniraucanada.net

645, Boulevard Décarie, Bureau
05, Saint-Laurent, Québec, H4L
3L3.

Au Service de nos Communautés depuis 2003

Un Grand Merci à vous tous pour votre soutien et vos encouragements !

Maghreb Canada Express
صوت المغرب وكندا

Mensuel publié au Canada depuis 2003
Distribution à Montréal et Région
ainsi que dans la ville de Sherbrooke

© Les Éditions Maghreb Canada



SOCIÉTÉ

La colère des Marocains contre Akhenouch



Par Mustapha Bouhaddar

Confronté à un chômage au plus haut, après sa nomination, le premier ministre Akhannouch promettait de faire de l'emploi la priorité de son mandat. Mais il faut se rendre à l'évidence, le chômage des jeunes et des moins jeunes a atteint des sommets abyssaux. Le gouvernement est indifférent et reste dans sa zone de confort. Et, comme le soulignait la journaliste marocaine Souad Mekkaoui, "cette indifférence, loin d'être un simple désintéressement amer qui a pris racine au sein de la population. Les Marocains, confrontés à une inflation galopante et un chômage endémique, ont cessé de croire en la capacité de leurs dirigeants à apporter les changements tant attendus. Le gouvernement Akhannouch fait donc face à une amertume palpable au sein des citoyens, un sentiment qui s'est intensifié au fil des mois, à mesure que les espoirs s'évanouissaient."

Le quotidien "Le Monde" relève de son côté dans le discours du gouvernement Akhannouch, « Des contre-vérités », « un déni de la réalité », « un discours excessif d'autosatisfaction ». Les critiques de l'opposition n'ont pas manqué de fuser après la présentation, au Parlement, du

bilan du gouvernement marocain. Pendant près de deux heures, son chef, Aziz Akhannouch, aux commandes depuis les élections législatives de 2021, a adressé un satisfecit à chacun de ses ministres. « Ce qui a été réalisé a dépassé toutes les attentes », s'est-il félicité, en détaillant les résultats de son équipe à mi-mandat : universalisation de l'assurance-maladie obligatoire, aide au logement, augmentation des salaires, réforme de l'école publique, baisse de l'inflation, réduction du déficit budgétaire...

S'il était attendu, l'exercice ne relevait pour Aziz Akhannouch que d'une formalité. Adossée à deux autres partis, la coalition gouvernementale, qu'il dirige sous l'étiquette de sa formation, le Rassemblement national des indépendants (RNI), détient la majorité absolue au Parlement. En face, les quelque 120 députés de l'opposition, sur un total de 395, ne pèsent pas lourd, d'autant plus qu'ils sont divisés.

Nous sommes en 2024, les indicateurs économiques sont inquiétants en dépit du satisfecit gouvernemental. Le tableau social actuel est le moins que l'on puisse dire, alarmant : un taux de chômage de 13,7%, qui explose à 17,1% dans les zones urbaines et frappe encore plus durement les jeunes diplômés (25%) et les femmes (20%). Le pouvoir d'achat, déjà érodé, se trouve réduit à une peau de chagrin par une inflation qui, loin de se stabiliser, continue de grignoter les revenus des ménages. Les promesses de réformes et de création d'emplois se heurtent à la dure réalité d'une économie en souffrance, où les denrées de première nécessité deviennent des luxes inaccessibles pour de nombreux Marocains. Si les prévisions gouvernementales tablent sur une inflation de 2,1% en 2024, le

vécu des Marocains est bien plus douloureux : le prix des denrées de base flambe, rendant inaccessibles des produits autrefois courants.

Comme on peut le lire dans l'article de Souad Mekkaoui publié dans "Le Maroc Diplomatique", "Au-delà des chiffres et des statistiques, ce sont deux secteurs névralgiques, la Santé et l'Éducation, qui crient leur malaise. Des secteurs qui devraient être les fondements solides sur lesquels repose toute société, mais qui, au Maroc, sont au bord du gouffre. Dans les hôpitaux, l'accès aux soins est devenu un parcours du combattant, marqué par des infrastructures délabrées, un personnel médical sous pression et des délais d'attente interminables. Les grèves, bien que légitimes, viennent accentuer ce sentiment d'abandon, laissant les citoyens les plus vulnérables dans une détresse profonde menaçant même la vie de certains patients dont les traitements ne respectent plus la fréquence."

Le Maroc est revenu « au niveau de pauvreté et de vulnérabilité de 2014 » à cause de la pandémie de Covid-19 et de l'inflation, selon une note récente du Haut Commissariat au plan (HCP). La flambée des prix (+ 7,1 % en octobre sur un an), la hausse du coût des carburants, des denrées alimentaires et des services, combinées à une sécheresse exceptionnelle, plombent la croissance (+ 0,8 % seulement prévue pour 2022). Le pouvoir d'achat des plus pauvres, mais également de la classe moyenne, s'en trouve particulièrement touché dans un pays qui souffre déjà de disparités sociales et territoriales.

Il faut rajouter à ça les jeunes marocains qui bravent le danger pour passer en Europe, ces migrants, dont fait partie plusieurs mineurs.

En effet, les traversées clandestines de la Méditerranée ne sont pas nouvelles au Maroc en général, mais ces dernières années, selon plusieurs médias, ces jeunes tentent d'entrer, dans l'enclave espagnole. Un véritable exode ! Il y a des vidéos où on voit bien des centaines de jeunes escalader des collines et tenter de passer à travers les barbelés dans la zone de Fnideq (côte nord, à environ 300 km de Rabat). Et cela s'est déroulé sous les yeux des éléments ayant constitué le fort dispositif sécuritaire déployé sur le lieu, qui était totalement dépassé. Déterminés à atteindre leur objectif, ces candidats à la migration clandestine n'ont pas reculé, malgré les tirs de grenades lacrymogènes par les services de la gendarmerie marocaine !

Le gouvernement marocain choisit une réponse sécuritaire à un phénomène social, engendré par des sentiments de malaise, d'injustice et de privation chez des jeunes qui rêvent d'un avenir meilleur.

Tenant d'anticiper sur une nouvelle vague de candidats à la migration clandestine, les autorités marocaines ont déjà déployé des renforts d'agents de sécurité dans la zone de Fnideq. Mais jusqu'à présent, il n'y a eu aucune volonté de comprendre les raisons de ce phénomène et pourquoi les jeunes préfèrent prendre tous les risques pour quitter massivement leur propre pays. Pourtant, les éléments de réponse sont donnés par la société marocaine.

Alors faut-il remanier le gouvernement pour améliorer les choses ?

J'en doute ! Au Maroc les gouvernements se suivent et se ressemblent.



Au Service de nos Communautés depuis 2003

Un Grand Merci à vous tous pour votre soutien et vos encouragements !

Maghreb Canada Express
صوت المغرب وكندا

Mensuel publié au Canada depuis 2003

Distribution à Montréal et Région ainsi que dans la ville de Sherbrooke

© Les Éditions Maghreb Canada



A STAR ALLIANCE MEMBER 

EXPÉRIENCES UNIQUE ISTANBUL

Gratuite avec **TURKISH AIRLINES**

Au lieu d'attendre l'heure du départ, rejoignez les visites gratuites organisées par **touristanbul** pour vous et faites de votre escale un voyage!

VOUS ÊTES ICI MAINTENANT!



Un mois en Afrique...



SPORT ET POLITIQUE

Le soutien de Ziyech pour la Palestine



Après s'être exprimé sur le conflit entre l'Israël et le Hamas, où plusieurs civils palestiniens ont perdu la vie, depuis le début des affrontements et apporté son soutien au peuple palestinien, avant de critiquer ouvertement le gouvernement marocain pour son silence, Ziyech risque-t-il de perdre sa place au sein de la sélection marocaine ?

« Clarifions une chose ! Maudite soit Israël, et tout autre pays qui soutient ce genre de comportement », a écrit Ziyech dans un premier post sur Instagram. Il ajoutera dans une seconde publication : « Mon dernier post, mon dernier message s'adressait également au gouvernement de notre pays, qui soutient le génocide, ainsi qu'à tous les autres pays qui le soutiennent. Honte à vous. J'en ai assez ».

Quelques heures après la publication de ce second post qui a soulevé une grosse polémique, l'international marocain l'a finalement supprimé. Les supporters marocains se sont interrogés sur les réelles motivations de Ziyech en publiant ce deuxième post. De son côté, la Fédération royale marocaine de football s'est abstenue de tout commentaire sur le sujet. « La prise de position de Ziyech a surpris tout le monde, y compris ses coéquipiers en équipe nationale marocaine », ont affirmé certains supporters

« Ziyech, vous êtes notre star et notre frère, et nous vous respectons, et nous ne vous attaquerons pas. Il est de votre droit, et même de votre devoir, d'exprimer votre position sur la question palestinienne », a pour sa part réagi Omar Cherkaoui, professeur d'université, dans un post sur Facebook, notant en revanche que « accuser le gouvernement de soutenir le génocide contre le peuple palestinien, c'est de la légèreté et de l'inconséquence. Et heureusement que vous

avez supprimé ce post, même si ses effets persistent. Au moins, la suppression joue en votre faveur et non contre vous ».

D'autres supporters marocains ont apprécié et partagé le post de Ziyech, évoquant des craintes quant à son avenir au sein des Lions de l'Atlas. « Sa présence ou non dans la liste de l'équipe nationale pour les prochaines trêves internationales dépendra de facteurs techniques, qui restent à la discrétion du sélectionneur national, Walid Regragui », ont-ils déclaré.

Pour rappel, la star de Galatasaray était l'un des premiers sportifs à exprimer publiquement son soutien à la Palestine après l'éclatement du conflit israélo-palestinien à Gaza en octobre dernier.

Ziyech n'est pas un citoyen comme les autres, il n'a rien à faire d'une quelconque suspension au sein de l'équipe du Maroc, c'est quelqu'un qu'on ne peut pas acheter, il écoute son cœur. Quand un journaliste néerlandais lui a demandé les raisons de son choix pour du Maroc au lieu de son pays natal, car il possède aussi la nationalité néerlandaise, Ziyech lui a répondu que c'est le choix du cœur.

D'ailleurs, après son soutien à la Palestine, Ziyech a publié sur son compte Instagram une image de deux enfants brandissant les drapeaux de la Palestine et du Liban au milieu des décombres, avec la légende « برداً وسلاماً » (Paix et sécurité). Avec cette publication, le Lion de l'Atlas exprime sa solidarité avec les Palestiniens de la bande de Gaza et le Liban dont certaines régions sont la cible d'attaques de la part des forces d'occupation israéliennes.

Soulignons que Ziyech n'est pas le seul joueur de foot-ball à soutenir la Palestine, avant lui il y a la star du foot mondial Cristiano Ronaldo qui soutient ce pays financièrement.

Espérons voir Ziyech au sein de l'équipe marocaine, ça serait dommage de se passer du maestro !

Par Mustapha Bouhaddar

Ursula von der Leyen et Josep Borrell réaffirment l'engagement de l'UE en faveur de la préservation et du renforcement de ses relations étroites avec le Maroc dans tous les domaines conformément au principe "pacta sunt servanda"



Photo : DR

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen et le Haut-représentant de l'Union Européenne, Josep Borrell ont réaffirmé, le vendredi, 4 octobre 2024, dans une déclaration conjointe, l'engagement de l'UE en faveur davantage de préservation et de renforcement de ses relations étroites avec le Maroc dans tous les domaines, conformément au principe "pacta sunt servanda" (Les conventions doivent être respectées).

« En étroite coopération avec le Maroc, l'UE entend fermement préserver et continuer à renforcer ses relations étroites avec le Maroc dans tous les domaines du partenariat Maroc-UE, conformément au principe pacta sunt servanda », a affirmé Mme von der Leyen et M. Borrell, dans cette déclaration conjointe, l'acte politique le plus élevé de l'UE, suite aux arrêts de la

Cour de justice de l'Union européenne sur les accords de pêche et agricole entre le Maroc et l'UE.

Il s'agit aussi d'un acte rare qui souligne l'importance du Maroc et matérialise l'importance du partenariat de l'UE avec le Royaume.

Les deux responsables ont réitéré la "grande valeur" que l'UE attache à "son partenariat stratégique avec le Maroc, qui est de longue date, vaste et profond", soulignant que les deux parties ont établi, au fil des ans, "une profonde amitié et une coopération solide et multiforme, que nous entendons porter à un niveau supérieur dans les semaines et les mois à venir".

Ils ont aussi indiqué que Bruxelles "prend note" des arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne sur les recours contre l'arrêt du Tribunal du 29 septembre 2021 ainsi que de la réponse à la demande de décision préjudicielle relative à l'étiquetage des fruits et légumes provenant des provinces du Sud du Royaume, ajoutant que la Commission européenne "analyse actuellement les arrêts en détail".

« Dans ce contexte, nous prenons note que la Cour de justice européenne maintient la validité de l'accord sur les produits agricoles pour une période supplémentaire de 12 mois », indique la déclaration conjointe.

Source : MAP



Au Service de nos Communautés depuis 2003

Un Grand Merci à vous tous pour votre soutien et vos encouragements !

Maghreb Canada Express
صوت المغرب وكندا

Mensuel publié au Canada depuis 2003
Distribution à Montréal et Région
ainsi que dans la ville de Sherbrooke

© Les Éditions Maghreb Canada



MONTRÉAL

Le Salon ALL IN expose les avancées de L'IA. Les pays du Sud brillent par leur absence



Abderrazaq MIHAMOU, Expert en Digital, Chroniqueur MCE, Membre AJI Québec

L'intelligence artificielle (IA) a atteint un niveau de maturité où elle ne nécessite plus de valider ses capacités fondamentales. Son intégration dans divers secteurs, tels que la santé, la finance et les transports, témoigne de son efficacité et de sa fiabilité. Les résultats concrets, ainsi que les avancées technologiques rapides, ont fait de l'IA un outil incontournable. Il est désormais essentiel de se concentrer sur des questions éthiques, de réglementation et d'impact sociétal plutôt que sur des démonstrations de performance.

Le Salon ALL IN, du 11 au 12 septembre 2024, dédié à l'IA, a brillamment rempli ses objectifs en mettant la lumière sur les dernières innovations du secteur, répondant ainsi aux besoins quotidiens des utilisateurs. Les visiteurs ont pu apprécier des démonstrations "grandeur nature" qui illustrent l'application concrète des technologies présentées. Ce cadre dynamique a également été enrichi par des conférences animées par des chercheurs de renom et des chefs d'entreprise qui sont de véritables pionniers dans leur domaine.

La diversité des entreprises présentes au salon est frappante, reflétant l'éventail des applications de l'IA dans différents secteurs. Des startups innovantes aux grandes entreprises établies, chacune a apporté sa contribution unique à l'événement, offrant une plateforme d'échanges et de collaboration. Les discussions ont été particulièrement enrichissantes, abordant des sujets allant de l'éthique de l'intelligence artificielle à son impact sur l'économie et sur le social.

Ce rassemblement a non seulement permis de faire un état des lieux des avancées technologiques, mais également de projeter un avenir où l'IA sera omniprésente dans notre quotidien. Les acteurs présents au Salon ALL IN ont montré que l'innovation ne connaît pas de limites et que l'échange d'idées est essentiel à la progression de ce domaine en constante évolution.

A part quelques profils venus du Sud, chercheurs ou collaborateurs dans des stands d'entreprises, l'absence des startups Africaines en général et Maghrébines en particulier, s'est faite remarquer et laisse poser une question en comparant le GITEX 2024 de Marrakech qui foisonnait d'entreprises avec des idées intéressantes et ALL IN 2024 de Montréal: *pourquoi cette chaise vide alors que leurs idées peuvent trouver preneur et apporter l'eau au moulin?*

L'invité d'honneur à ALL IN de Montréal pour cette 2ème édition était la France qui a présenté son expérience significative dans le domaine de l'intelligence artificielle, mettant en avant son écosystème dynamique et innovant. Les acteurs français, incluant startups, PME et grandes entreprises de renommées, ont partagé leurs succès et leurs projets innovants en cours, illustrant comment l'IA est intégrée dans divers secteurs tels que la santé, les transports, les services.

En parallèle des expositions plusieurs conférences avec des thématiques intéressantes étaient au programme avec des démonstrations soulignant les initiatives gouvernementales et les collaborations entre le secteur public et privé, qui visent à promouvoir la recherche et le développement en IA. L'accent a également été mis sur les enjeux éthiques et réglementaires, témoignant de l'engagement à développer une IA responsable et bénéfique pour la société. Cette présentation a permis de renforcer les liens entre les acteurs internationaux et d'ouvrir des perspectives de collaboration pour l'avenir.

ALL IN Montréal confirme l'impact économique majeur de l'IA qui incite à modifier profondément les modèles commerciaux existants dans divers secteurs d'activité. Grâce à ses capacités d'automatisation et d'apprentissage automatique, elle permet aussi de rationaliser les processus de travail et d'optimiser les ressources, ce qui se traduit par une augmen-



tation de l'efficacité et de la productivité des entreprises. En outre, l'intelligence artificielle a également le potentiel de créer de nouveaux emplois dans des domaines émergents tels que l'apprentissage automatique et l'analyse des données. Ces nouveaux métiers requièrent des compétences techniques et analytiques pointues, offrant ainsi des possibilités aux travailleurs de se former et de se reconvertir dans des domaines prometteurs.

Cependant, l'adoption généralisée de l'intelligence artificielle soulève également des préoccupations sociales et éthiques. Parmi celles-ci, on retrouve la crainte de voir disparaître des emplois traditionnels, remplacés par des systèmes automatisés. Cette évolution rapide pourrait engendrer des bouleversements socio-économiques importants, nécessitant une réflexion approfondie sur la manière de garantir une transition harmonieuse pour les travailleurs affectés.

Un autre sujet de préoccupation est la protection des données personnelles dans un contexte d'utilisation accrue de l'IA. Les systèmes d'intelligence artificielle reposent sur l'exploitation de vastes quantités de données, ce qui soulève des questions sur la confidentialité et le contrôle des informations sensibles.

Il serait donc impératif de mettre en place des réglementations robustes pour protéger les individus et prévenir les abus potentiels à travers l'utilisation de ces données. De plus, l'IA peut également poser des défis en termes d'équité et d'inclusion. Il est essentiel de veiller à ce que l'accès aux avantages de l'IA ne soit pas limité à certaines communautés ou catégories de personnes. Des politiques publiques doivent être mises en place pour

garantir une répartition équitable des opportunités et favoriser une intégration sociale et économique durable de cette technologie.

Le point névralgique de ce développement fulgurant, repose sur l'éthique et la responsabilité qui doivent jouer un rôle crucial et fondamental dans le développement et l'évolution de cette technologie. Il serait de ce fait impératif et primordial de mettre en place des normes éthiques robustes et solides afin de garantir que l'IA soit utilisée de manière responsable, bienveillante et respectueuse envers les êtres humains et la société dans son ensemble. Cela implique d'accorder une attention particulière et de prendre en considération les ramifications et les implications sociales, économiques et politiques de l'IA. Il est essentiel de s'assurer que les décisions prises en utilisant l'IA respectent les valeurs et les principes éthiques, et qu'elles n'engendrent pas de conséquences néfastes ou de discriminations injustes.

Il serait également crucial et nécessaire de veiller à ce que les données utilisées pour entraîner les systèmes d'IA soient obtenues et traitées de manière éthique et responsable. Cela signifie de garantir la transparence et la traçabilité dans la collecte, le stockage et l'utilisation de ces données, en évitant tout préjugé, partialité ou traitement inéquitable. En outre, pour prévenir les biais et les discriminations, il serait essentiel d'intégrer la transparence et la responsabilité dans les algorithmes et les processus de prise de décision de l'IA. Cela permettra d'assurer une compréhension claire et une plus grande confiance dans les résultats et les conclusions obtenus grâce à l'IA. Il serait donc indispensable de créer des cadres juridiques et éthi-

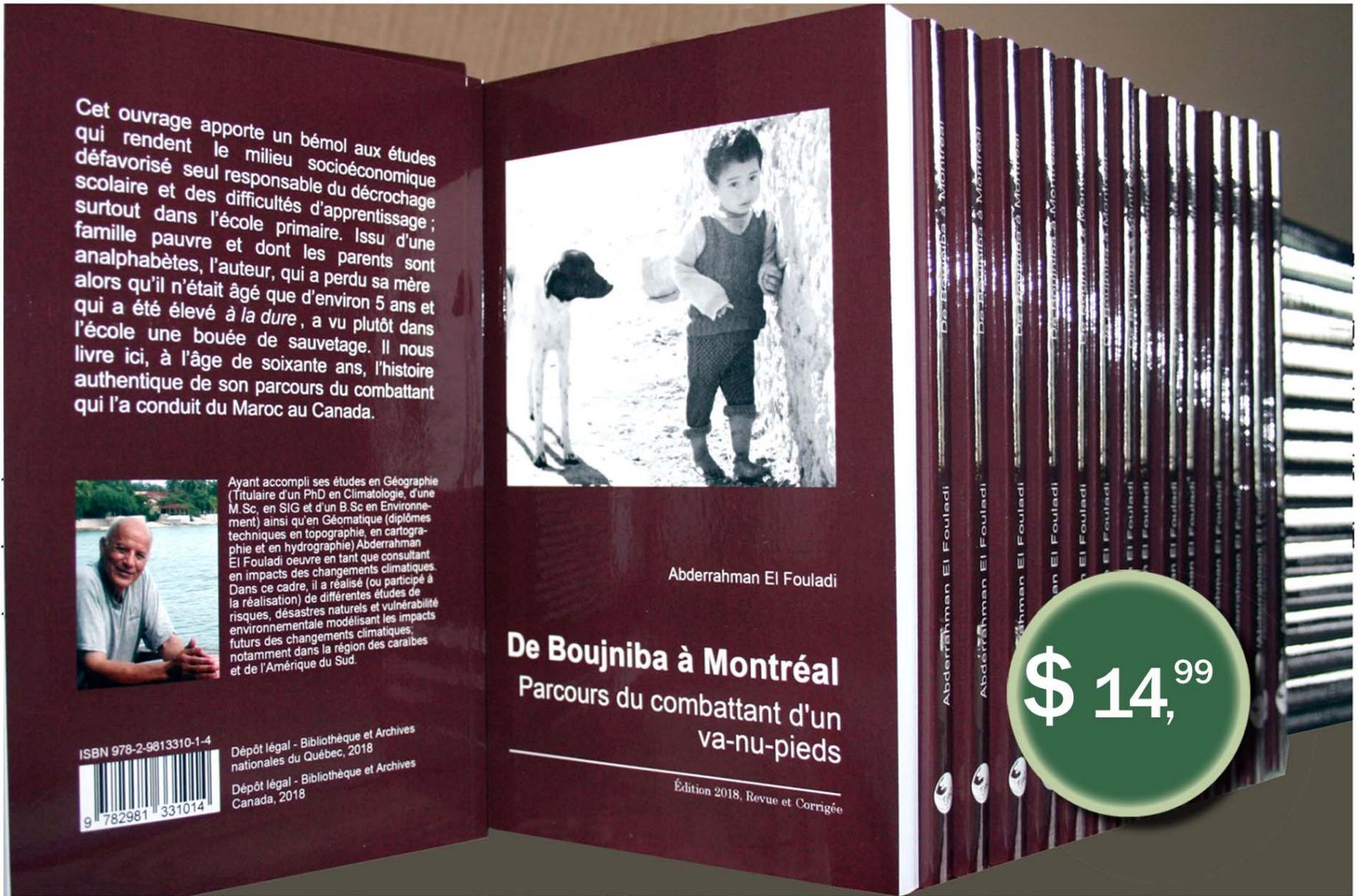
ques solides, adaptés et flexibles, afin de réglementer et encadrer le développement et l'utilisation de l'IA. Ces cadres se doivent de garantir une utilisation équitable et équilibrée de l'IA, en veillant à ce que ses bénéfices soient répartis de manière juste et que ses conséquences négatives soient minimisées.

Du côté des défis éthiques, la question cruciale de la transparence totale des algorithmes et de la protection rigoureuse des données personnelles est au cœur des préoccupations. Ces défis d'une importance capitale sont absolument nécessaires pour garantir un développement à la fois responsable et éthique de l'intelligence artificielle dans un futur proche et prometteur.

L'avenir de l'IA semble définitivement prometteur, mais il est important de noter que des défis clés doivent être relevés pour assurer son développement harmonieux et bénéfique pour tous. L'un de ces défis majeurs est la confidentialité des données.

Lors de la dernière journée de la rencontre ALL IN de Montréal le rendez-vous a été fixé pour la 3ème édition et les inscriptions sont déjà ouvertes et nous souhaitons que les pays Africains, dont le Maroc, qui regorgent de compétence dans ce domaine soient de la partie et que les gouvernements mettent la main à la poche pour encourager ces entreprises innovantes à venir échanger les bonnes pratiques avec leurs homologues de l'Amérique du Nord.

(Fait à Montréal, le 13-septembre 2024)



De Boujniba à Montréal

"Un bras de fer entre un enfant et son destin"

Commandez votre copie dédiée

Tél. 514-576-9067

courriel : contact@elfouladi.com

Paiement : Virement interac ou chèque

Livraison gratuite au Canada

